

Un bon usage de la crise mondiale ?

Au cœur des enjeux du G20 : paradis fiscaux, solidarité Nord-Sud, développement durable, modèle européen

L'Occident va devoir apprendre à partager. Il nous faut inventer un autre modèle économique

Il ne s'agit pas de la Grande Dépression de nos grands parents, mais bien de la nôtre. Et elle va nous marquer, nous transformant de façon inévitable. Du fait de son accumulation de crises douloureuses et de restrictions du crédit qui en résultent, elle a des origines mêmes des éléments, semblables au traumatisme économique et social qui nous a donné Adolf Hitler et le New Deal. Les « Marcheurs de la haine » de Jean Stuenkel et Les « Rissins de la colère » de John Stemberk.

Le déroulement de notre crise, les dommages qu'elle provoque se font cependant différents. Ses effets sur le long terme peuvent même se révéler étonnamment utiles, en remodelant notre économie globale et nos systèmes sociaux selon des modes fondamentalement positifs.

Notre Grande Dépression d'abord et avant tout, peut ne pas être aussi désastreuse que la première. Il est peu probable que les États-Unis connaissent la baisse de 26,6 % du produit intérieur brut (PIB) et de 25,7 % du revenu réel des ménages qu'a connus le pays entre 1929 et 1933. On ne verra pas de longues colonnes de familles de fermiers luttant les grandes plaines ni de vagues bonds jurés sur les toits de chalets, pas de bidonvilles, pas de « Blacklisted », ou « Châlinés », comme on disait à l'époque des « Hoovervilles ».

La différence fondamentale tient au fait que dans les années 1930, la plupart des

« Les immigrés sans papiers auront encore plus de mal à trouver du travail, puis à se faire payer, puis à avoir de quoi vivre décemment »

payés développés n'étaient encore composés d'une main-d'œuvre rurale et industrielle ayant peu de instruction. Aujourd'hui, les États-Unis et les autres pays développés se caractérisent par une importante classe moyenne de propriétaires, qui disposent de plans de retraite et de régimes de retraite. Frappés de plein fouet par une chute des actions et des valeurs immobilières, les États-Unis et les autres pays développés touchent les classes moyennes à travers le monde même dans des pays où elles ne représentent pas la majorité. Le déclin de 60 à des milliards de personnes dans les économies émergentes comme la Chine, l'Inde, la Russie et la Turquie a frappé l'épargne des classes moyennes naissantes qui promettaient beaucoup en termes de développement social et politique.

Dans les pays développés, en dehors de la classe moyenne, on identifie clairement les premières victimes dans la crise actuelle, ce sont les clandestins, les personnes peu instruites et les jeunes. Les 11 à 12 millions d'immigrés clandestins aux États-Unis et les millions en Europe vont en effet se voir démunis de sorte que le chômage des citoyens n'atteindra pas le niveau des années 1930. Les immigrés sans papiers souffriront plus de la crise que le travail, puis à se faire payer, puis à avoir de quoi vivre décemment. Ceux qui restent entraînés dans une baisse des salaires des emplois non qualifiés.

Quant aux jeunes, contrairement à leurs parents, ils sont très nombreux à s'engager dans des études nécessitant des emplois assez importants. Or les arrivés dans une période de récession, et un nombre croissant de migrants qui pourraient espérer décrocher rapidement à des salaires élevés. En outre, ils ont toutes les chances

Martin Walker

Directeur senior du Global Business Policy Council et professeur senior au Woodrow Wilson Center, à Washington DC

d'être confrontés à leurs aînés du baby-boom prêts à se battre bec et ongles pour conserver leur travail, puisque en raison de la dégradation des marchés financiers ils seront moins nombreux à pouvoir prendre leur retraite.

Nous devons comprendre à quel point nos habitudes d'achat et de consommation ont changé. Entre 1959 et 1983, la consommation américaine est restée comprise entre 60 % et 64 % du PIB. Depuis 1983 elle a progressé régulièrement pour atteindre 71 % à la fin de l'année 2007. Cette période d'hyperconsommation, insoutenable, touche maintenant à sa fin. Sous cet aspect, au moins la Grande Dépression de notre génération pourrait avoir un effet salutaire à long terme sur le comportement.

D'autres changements sont manifestement en cours. Aujourd'hui, la plupart d'entre nous ont conscience que l'essence est une ressource limitée et que notre bonne vieille Terre aurait du mal à suivre si un milliard d'Indiens et un milliard de Chinois prenaient la route comme le font les Américains. Les réserves de pétrole de l'Arabie saoudite sont épuisées en moins de dix ans. Les choses doivent changer. Tout ce nous faut, c'est que le site automobile de Detroit ne soit condamné et il faudra reorganiser la région vers un avenir durable, plus tout ce que de sauver un modèle économique qui a échoué. Il est temps d'arrêter la crise de Detroit et de simplement la subir.

On relève déjà quelques changements profonds dans le système économique hérité de la révolution industrielle. Le G20, tant qu'il symbolise de la gouvernance économique globale, cède la place au G20 Occident, après plus de deux siècles de domination. On va devoir apprendre à partager et à adopter des concepts tels que l'interdépendance. Les fonds souverains de l'Asie et du Moyen-Orient disposent des liquidités dont les banques et les sociétés occidentales ont besoin. Ils ont également les liquidités nécessaires pour procéder à de gros achats massifs de la dette américaine qui vont être remis pour financer les dispositifs incitatifs que l'administration Obama a promis.

Cette crise ne va pas changer uniquement nos systèmes économiques et industriels. La manière dont le capital, les modes de fabrication et le personnel d'encadrement et les goûts de la demande se sont transformés dans le monde entier au cours du XX^e siècle et toutes les chances d'être dérivées dans l'avenir par leurs équivalents chinois, indiens, brésiliens et arabes. Les valeurs culturelles, les films de Bollywood et la finance islamique seront simplement les éléments les plus visibles des changements profonds et les plus difficiles à défer. L'universalisme des Lumières que les Occidentaux croyaient être inscrit pour toujours dans l'ADN humain est en train de disparaître. Le système de valeurs de la grande génération - celui qui ont grandi dans les années 1930 - était caractéristique des croyants en l'épargne, l'action collective, les valeurs productives et le travail acharné et honorablement et en la nécessité de solidarité et d'abnégation. La grande génération n'y a pas simplement cru, elle l'a vécu, et elle ne sera pas à la dérive pour cela. Nous semblons voués à apprendre à nous nouveaux leçons.

Traduit de l'anglais par Isabelle Chérel © The American Interest



Les riches doivent écouter le « G172 »

Kamalesh Sharma

Secrétaire général du Commonwealth

Abdou Diouf

Secrétaire général de la Francophonie

Le 27 avril 90 % du PIB mondial sera représenté à la table des négociations du G20 à Londres. Il ne manquera plus alors que 90 % des pays - tout au moins - conséquence directe de la mondialisation, tous les pays, sans exception, subsistent de plus en plus dépendants de ces finance et alimentaire, énergétique et environnementale. Aussi sont-ils tous concernés, par ce qui alimentera ces négociations et par ce qui les résout.

Inter les bases d'une nouvelle perspective suppose une révision globale, sans exclusion, de la structure de la mondialisation. Ce sera le contrat d'un monde qui sera différent de ce que nous connaissons. Mais il est permis de douter. La réunion préparatoire des ministres des finances le 14 mars, n'a pas dissipé les ambiguïtés sur la nature des ambitions d'un dossier collectif et la prise en compte des attentes du reste de la communauté internationale.

Pourtant, à Londres, les dirigeants devaient avoir l'expérience réaliste des dépendances. La première est que les pays du G172 - qui n'ont pas été invités à la table des négociations - jouissent d'une économie mondiale dynamiquement stable. Les répressionnistes du rattrapement mondial sont, en effet, rattrapés d'avance dans le monde en développement, et elles le seront plus durablement. Pour nombre de ces pays, la stabilité économique est une question de vie ou de mort.

Le G20 doit être le lieu où les leviers pour agir au bénéfice de l'humanité. Il pourrait être le cadre d'un dialogue économique et environnemental, et surtout, d'un dialogue des investisseurs, des capitaux et des envois de fonds versés à travers les importations. Si les actes du G20 sont à

la hauteur de ses discours, les mesures qui il prendra devraient susciter un peu plus d'optimisme. Mais la promesse de parachever le cycle de Doha à la fin 2008 est restée lettre morte.

Deuxième réalité, pour le G172 - tous les pays ont intérêt à ce que les institutions financières internationales soient les moteurs de la coopération mondiale. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont été conçus à une époque révolue par une autre communauté internationale - beaucoup plus restreinte, beaucoup moins représentative. Ils doivent être redimensionnés pour répondre aux besoins du XXI^e siècle. Ils doivent être reformés, sur la base de principes partagés et appliqués par tous. Il s'agit de créer de nouvelles institutions, adaptées sur la légitimité, l'équité et une représentation équitable, la flexibilité, la transparence, l'obligation de rendre compte et l'efficacité. Premier geste d'ouverture, le G20 devra s'engager à écouter les points de vue et les aspirations des non-membres, même si ces derniers ne peuvent être présents à la table des négociations.

Le moment où la communauté internationale porte un regard non continu sur le passé, ou elle cherche des solutions à un présent incertain, il faut plutôt regarder vers l'avenir. L'astre financière a suscité un nouvel élan en faveur d'une mobilisation mondiale, authentiquement collective. Un nouvel engagement global est nécessaire si nous voulons répondre à ces défis. Notre réalité se borne à une mondialisation imparfaite, mais notre objectif est un mondialisme sans exclusion. Le nouveau multilatéralisme est un impératif, en aucun cas une option. Le G20 sera peut-être le dernier d'intention de notre planète. Le suivant trouvera à l'ère.

La prospérité mondiale

Les échanges commerciaux mondiaux se contractent à un rythme jamais vu en deux générations. Le G20 doit trouver la manière de poursuivre un développement international libre et équilibré, de tous les engagements souscrits au niveau mondial, celui pris à FONDJ en 2000, d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

